

Les Meddah, famille française d'origine algérienne, dans leur pavillon de Sucy-en-Brie.

EDOUARD CAUPEIL POUR « LE MONDE »



# LES BEURS, TRENTÉ ANS APRÈS LA MARCHÉ

■ Une famille, les Meddah, raconte l'évolution du racisme, hier plus violent, aujourd'hui plus sournois

■ Julien Dray, fondateur de SOS Racisme : « Je ne crois pas à la théorie de la banalisation du racisme »

LIRE P. 6-7

■ Quand la gauche antiraciste rate la « marche »

LIRE L'ANALYSE P. 17

■ La génération perdue des cités, victime de l'héroïne dans les années 1980

LIRE L'ENQUÊTE P. 18



LES TRENTE ANS DE LA « MARCHÉ DES BEURS »

# La famille Meddah, témoin du racisme ordinaire

Malgré une intégration modèle, ces Français d'origine algérienne ne sont toujours pas « comme tout le monde »

Les propos racistes, à tout le moins les préjugés, peuvent prendre des chemins détournés, et même la forme d'un compliment. Combien de fois la famille Meddah a-t-elle entendu des gens bien intentionnés leur dire : « Vous, vous n'êtes pas comme les autres. » Les autres... Derrière cette altérité est tapi l'« Etranger », vu comme une armée fantasmagorique, de pêle-mêle de délinquants, de femmes en niqab, de terroristes, d'assistés sociaux.

La famille Meddah préférerait qu'on lui dise : « Vous êtes comme tout le monde. » Ou, mieux, qu'on ne lui dise rien, comme si cela allait de soi. Depuis que Mohamed a posé, en 1965, ses valises dans un hôtel borgne de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), elle n'aspire qu'à cela, se couler dans la société française.

Samedi 30 novembre, les Meddah devaient aller ensemble au cinéma et voir le film *La Marche*, de Nabil Ben Yadir, sorti à l'occasion du trentième anniversaire de la « Marche des beurs », en 1983. Assia, 31 ans, la fille, poussera un peu ses parents, Mohamed et Yamina. Citoyenne engagée, elle ira le lendemain au Sénat où est organisée une journée autour de cet anniversaire. Elle y écouterait les témoignages de marcheurs.

Manière d'apprendre son histoire familiale par procuration puisque ses parents ont toujours rechigné à parler de cette époque. « Ils ont intériorisé tout ce qu'ils ont vécu », regrette Assia. Même ce soir, dans l'intimité du pavillon familial, à Sucy-en-Brie (Val-de-Marne), ils éludent. Toujours cette obsession de se rendre invisible.

C'est pour ça que Mohamed, l'ancien boxeur, aguerri dans la salle Marcel-Cerdan à Oran, a encaissé sans broncher les vexations. L'ambiance de ratonnades, les injures, il n'en parlera pas. « Ce n'était pas simple », dit-il simplement, à 81 ans. Tout juste saura-t-on qu'un jour, un policier déchira sa carte d'identité française, obtenue avant l'indépendance de l'Algérie.

Après un premier mariage avec une Française, d'où sont nés trois enfants, Mohamed aurait pu redemander sa naturalisation. Il ne voyait pas l'intérêt d'officialiser sur papier timbré ce qui allait de soi. Régulièrement, il retournait faire tamponner sa carte de séjour. Une



Yamina, Zinedine, Mohamed et Assia Meddah dans leur pavillon de Sucy-en-Brie (Val-de-Marne), jeudi 28 novembre. EDOUARD CAUPEIL POUR « LE MONDE »

simple formalité, même pour lui, qui savait à peine lire et écrire. S'échiner en France, dimanches inclus, pour lui qui sacralise le travail, lui semblait un brevet de citoyenneté suffisant. Après avoir été salarié, il a monté une entreprise de travaux publics, puis un magasin de vêtements, puis une société de terrassement.

En 1980, il s'est remarié avec Yamina, une compatriote de dix-

neuf ans sa cadette qui avait appris la sténo-dactylo à l'école Pigier d'Oran. Elle avait repris son métier de secrétaire de ce côté-ci de la Méditerranée. Elle aussi relativise, évoque « les mots, les regards », sans s'appesantir.

La famille s'est installée à la cité Verte, un ensemble d'immeubles propres construits pour les personnels de l'aéroport d'Orly. Assia, Nadji, 30 ans, et Zinedine, 23 ans, y ont

grandi au 9<sup>e</sup> étage du bâtiment 5 avant que la famille ne déménage pour un rêve pavillonnaire de Français moyen, quelques rues plus loin.

Après deux ans en fac, Nadji a repris l'entreprise paternelle. Assia et Zinedine ont poussé plus loin les études supérieures. Zinedine a dû se battre pour cela. « Si j'avais écouté la conseillère d'orientation, je serais maçon aujourd'hui », expli-

que celui qui achève un cursus universitaire de professeur d'éducation physique. Quand, à 4 ans, Zinedine s'est mis au tennis, il a encore dû échapper aux stéréotypes, sportifs cette fois. Mais sur les courts, il était l'exception. Il se souvient de ce « *sale Arabe* », assorti d'un bras d'honneur, que lui avait lancé un père, déçu qu'il ait étrillé son fils. A 14 ans, cela fait mal. « Je comprends que certains se révoltent », explique-t-il. Lui, a cogné plus fort la balle.

Zinedine sait que la marge d'interprétation est étroite : « Certains se réfugient derrière l'accusation de racisme pour justifier leur propre échec. » Sa grande sœur a toujours rejeté cette tentation de l'alibi : « J'ai toujours su qu'il faudrait que j'en fasse dix fois plus que les autres pour réussir. » Alors, elle a tout le temps été première de sa classe. Elle s'est lancée dans des études de médecine, a fait un DEA en régénération tissulaire à l'hôpital Henri-Mondor à Créteil et un troisième cycle en marketing pharmaceutique. Elle est aujourd'hui cadre au ministère de la santé.

En 2001, alors qu'elle n'avait que 19 ans, le maire de Sucy-en-Brie lui a proposé d'entrer au conseil municipal. La jeune femme a pris goût à la chose publique, à la politique. Ses opinions l'inclinent naturellement

vers le centre droit. Mais la carrière d'Assia est restée à l'arrêt. Impossible d'obtenir une investiture. La liste des faux-fuyants avancée par les caciques de l'UMP fut infinie mais, en substance, il était déjà bien qu'elle fût là. La novice touchait ce « plafond de verre » si souvent décrit.

« Cette discrimination est raciale et sociale, constate la jeune femme. Me handicapent le fait d'être typée mais aussi celui de ne pas avoir connu les codes de la société française. Il faut par exemple sortir des bonnes écoles, celles qui forment les dirigeants. Mes parents ne pouvaient pas le savoir, forcément. Moi, je pourrais le faire passer à mes enfants. » Elle est aujourd'hui chez les centristes de l'UDI. « Cela se passe mieux », dit-elle. Elle milite au sein de l'Association nationale des élus locaux pour la diversité, un mouvement transpolitique. Gens de gauche et de droite y constatent la même difficulté à exister.

Même si son mari, Mourad, a été bastonné dans sa jeunesse, Assia Meddah sait que sa génération n'a jamais subi les outrances vécues

« Le racisme était plus violent, plus physique. Aujourd'hui, il est plus sournois mais il fait tout aussi mal »

Assia Meddah

par ses parents : « Le racisme était plus violent, plus physique. Aujourd'hui, il est plus sournois, mais il fait tout aussi mal. » Elle constate aussi le retour « d'un racisme décomplexé », tout droit exhumé de ces années 1980 et de « Touche pas à mon pote ». L'autre jour, par exemple, au supermarché, Yamina a eu une vague altercation à la caisse avec une autre femme qui s'est plainte à haute voix à la caissière : « Ce n'est pas possible avec ces gens-là. » A 62 ans, Yamina croyait en avoir fini avec ça.

Pour la première fois aussi, Mohamed a eu du mal à faire renouveler sa carte de séjour. L'octogénaire, qui touche une retraite de 650 euros, a mal vécu ces longs mois sans papiers, miné, persuadé d'être expulsé du jour au lendemain. De guerre lasse, Assia a dû l'accompagner à la préfecture de Créteil. Une matinée d'attente avant d'arriver au guichet. Le vieil homme pleurerait d'humiliation. « Il veut être enterré en France, c'est ici chez lui », explique sa fille. Un argument qui n'est d'aucun poids dans les rouages bureaucratiques.

Dans un coin du salon, en face d'une horloge du XIX<sup>e</sup> siècle, un verset du Coran est accroché au mur. « Dans la famille, la religion, notre pratique de l'islam a toujours été de l'ordre de la sphère privée, balaye Assia. Mais nous payons pour ceux qui font la "une" des journaux. » Zinedine Meddah, lui, ne regarde plus la télévision. « Les médias ne parlent que de l'intégrisme, de la délinquance et du terrorisme. Il n'y a que cela qui les intéresse. Ils jouent sur les peurs. » Et ce doux garçon de 2 mètres de s'énerver pour la première fois de la conversation : « Mais que faut-il faire pour être considérés comme des Français ? »

Benoit Hoquin

## A Saint-Denis, le film « La Marche » fait rire et pleurer

PAS GRANDE FOULE devant la salle 8 du cinéma Gaumont Stade de France à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) pour la sortie du film *La Marche*, de Nabil Ben Yadir. Ce mercredi 27 novembre, la petite queue de spectateurs remplit à peine la moitié de la salle de 98 places. Difficile d'exister face à *Hunger Games 2*. La fréquentation a atteint le premier jour, sur Paris et sa périphérie, à peine 4 623 entrées, contre 40 068 pour le blockbuster américain.

Pourtant, à écouter les spectateurs sortant de la séance, il y a « beaucoup d'émotion » dans cette fiction romancée de la « Marche des beurs », qui semble si actuelle dans les banlieues. « On ressent la

solidarité, l'amour des gens », lance Karima Chelqi, salariée à l'aéroport de Roissy.

« On a pleuré, on a ri ! Je l'aurais faite, cette marche », renchérit Nadia, 30 ans, qui habite Montfermeil. Les deux jeunes femmes ont grandi à Dreux et se souviennent du récit terrible de leurs parents sur la montée du Front national dans ces années 1980. « Il y a encore des racistes, et au lieu de s'unir, les politiques se déchirent. Ils feraient bien de regarder ce film », insiste Karima.

Plus loin, une bande d'adolescents s'égaye. Eux n'avaient pas projeté de venir voir ce morceau de l'histoire oubliée des banlieues. Ils avaient passé la jour-

née à l'Assemblée nationale dans le cadre du conseil municipal des enfants de Pierrefitte-sur-Seine et voulaient « se faire un ciné ».

« On apprend des trucs »

Après avoir hésité, ils ont opté pour *La Marche* à cause de la présence de Djamel Debbouze au casting. Bambi, lycéenne à Stains, n'était pas convaincue. Rachel non plus : elles voulaient de l'action. « En fait, c'est super bien ! Ce sont des événements qui se sont vraiment passés et on apprend des trucs », disent-elles.

Là encore, c'est l'émotion véhiculée par le film que ces adolescents ont appréciée. « Ça montre des choses de la vie de tous les

jours et ça fait chaud au cœur, c'était triste, joyeux, c'était trop bien », déclare Téli Diop, lycéenne à Stains. Moins prolixe, Idriss, qui en avait entendu parler au « Petit Journal » de Canal+, a apprécié le film parce qu'il « parle de la réalité ». Dans un mouvement unanime, tous font le parallèle avec le climat politique actuel.

Agée de 39 ans, la responsable du point jeunesse de Pierrefitte-sur-Seine a aussi été touchée. Elle avoue qu'elle ne connaissait pas cette histoire et regrette que « cette mobilisation non violente se soit perdue... Les gens sont tellement désespérés qu'ils ne répondent que par la violence ». ■

Sylvia Zappi



# Banlieues Les oubliés de l'héroïne

Au cours des années 1980, la « blanche » a circulé en masse dans les cités. Retour sur une génération fauchée par la drogue et le sida, dans l'indifférence des pouvoirs publics et la honte des familles





**L**e premier à tomber fut Nasser, en 1984. Ses proches ont commencé à le voir revenir les yeux rouges, transpirant. Il était tombé dans la « blanche », l'héroïne. C'était aux lendemains de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, dont on fête le trentième anniversaire. Nasser était allé la rejoindre à Paris avec ses potes de la cité des Bosquets, à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Nordine a suivi, deux ans plus tard. Ils sont morts, l'un en 1989, malade, à l'hôpital, le second en 1993, d'une overdose. Des années après, le président d'AClefeu, Mohamed Mechmache, en garde une rage intacte, lui qui a retrouvé son cousin, une seringue encore plantée dans le bras. Comme nombre de jeunes de sa génération, il est persuadé que « les pouvoirs publics n'ont rien fait » face au fléau de l'héroïne, puis à celui du sida, qui a frappé les cités.

À l'image de Nasser et Nordine, ils sont des milliers à avoir succombé sans bruit. Mais aucune statistique, aucun rapport des autorités de santé n'a jamais rien dit de cette hécatombe. Peu de chercheurs se sont intéressés à ce cocktail explosif – drogue, sida, banlieue, immigration. Les choses sont peut-être en train de changer. Deux sociologues spécialistes des toxicomanies, Anne Coppel et Michel Kokoreff, viennent d'obtenir le financement d'une « Histoire de l'héroïne » par l'Agence nationale de la recherche. Pour parvenir à établir enfin une photographie de ce qu'ils appellent la « catastrophe invisible », qu'ils tentent depuis des années de comprendre.

En ces premières années de septennat de François Mitterrand, la drogue circule massivement dans les milieux bourgeois, mais aussi chez les jeunes banlieusards qui viennent en virée en ville. Les cités-dortoirs des périphéries urbaines sont minées par le chômage et la misère, mais il y a encore de l'espoir. Les jeunes des cités font irruption sur la scène publique avec la « Marche des beurs » pour revendiquer une place dans la société française. Et ils ont envie de faire la fête comme les autres.

Alors, le samedi soir, on se sape, on fait la tournée des copains dans la DS 21 Pallas du plus riche, celui qui travaille à l'usine, ou dans la 504 empruntée au père, et on se rend au Kiss-club ou au Poney, à « Panama », ou bien au Métropolis, à Rungis, les rares boîtes de nuit qui acceptent les fils d'immigrés. Là-bas, on goûte à tout. Nasser et Nordine sont « comme des fous » ces soirs-là, se souvient Mohamed Mechmache. « Avec leurs copains, ils se font beaux gosses et, à 22 heures, partent dans un défilé de voitures qui klaxonnent dans les allées de la cité des Bosquets à Clichy-sous-Bois. »

Transportée d'Amsterdam, écoutée depuis Paris, l'héroïne se propage progressivement dans les HLM des banlieues. Elle fait vite un malheur dans ces cités où les jeunes déscolarisés ou sans emploi traitent leur ennui. Drogue de l'oubli, la « blanche » est une substance qui anesthésie le corps, vous fait flotter dans une bulle, loin du monde. Mais on devient accro en

### « Sur le terrain de foot, on ramassait les seringues avant de jouer » Mohamed Mechmache président d'AClefeu

trois jours. « Au début, ils se cachaient pour se piquer. Mais après, on en voyait partout, dans les escaliers, les halls, le local à vélos, au séchoir sur le toit. Sur le terrain de foot, on ramassait les seringues avant de jouer », se souvient M. Mechmache. « Ils », pour ne pas nommer les drogués, les « toxos », pestiférés qu'on craint et qu'on fuit.

Les tableaux de cette misère se répètent alors un peu partout : les ados en manque qui vendent la télé des parents pour acheter leur dose, les mères qui envoient leurs fils au bled pour les « sortir de la drogue », la déchéance physique que les parents ne comprennent pas, la prison pour beaucoup, où on plonge encore plus dans la dépendance, la maladie qu'on découvre à l'occasion d'un accident... Les scènes se répètent à La Courneuve, au Blanc-Mesnil, à Stains, à Saint-Denis, dans toutes les

cités-dortoirs de la région parisienne, comme celles de Marseille et de Lyon. « Dans le 93, la pratique par intraveineuse est alors massive et la contamination se fait en réseau », se souvient Nelly Boulanger, ancienne directrice de l'association Arcade. « Tout le monde se passait la seringue comme on se passe le joint. Le "das" [sida en verlan], on croyait que c'était une maladie d'homos, personne ne nous disait sa gravité, les dangers qu'on courait », raconte Ahmed Kerrar, éducateur sportif à La Courneuve, qui a vu partir une quinzaine de ses amis. « Les mamans ne sortaient jamais sans leurs bijoux et ne quittaient pas leur sac de peur que leurs fils ne les piquent pour les revendre et s'acheter une dose », décrit Yamina Benchenni, qui animait une association de mères confrontées à la drogue à la cité des Flamants, à Marseille.

Mais les familles se taisent, trop honteuses. Les premiers à se rendre compte du phénomène sont quelques médecins généralistes. Didier Ménard, praticien aux Francs-Moisins (Saint-Denis), s'en souvient encore avec effroi. « On voit arriver les premiers toxicos contaminés par le sida dès 1985-1986. Comme on est très peu à les accepter, ils arrivent de toute la région. On fait comme on peut, en tâtonnant, avec des traitements de substitution non autorisés », raconte le médecin.

Les structures d'accueil en milieu hospitalier ne parlent alors que sur le sevrage et le suivi psychiatrique. La distribution de seringues comme des médicaments à base d'opiacés ou de morphine sont prohibés, et les praticiens contrevenants sont poursuivis par l'ordre des médecins. Quelques cabinets médicaux se regroupent en réseau, mais à la marge d'un système de santé sourd à leurs alertes.

« Pour la santé publique comme chez nos confrères, le toxicomane est un pestiféré, d'autant plus exclu des soins qu'il vient de banlieue. Et, nous, on est pointés comme des dealers en blouse blanche », se souvient François Brun, qui tient un cabinet dans la cité de la Busserine, à Marseille. « Les DASS [direction des affaires sanitaires et sociales] sont bien prévenues, mais

cela ne change rien », souligne Nelly Boulanger. Pour beaucoup, ces malades sont ignorés par racisme social. « À l'époque, il y a un déni collectif. Nous sommes quelques-uns à essayer de tirer la sonnette d'alarme, on est accusés de faire le jeu du FN », insiste Anne Coppel. Sans politique de réduction des risques – les programmes d'échanges de seringues ne sont autorisés qu'en 1991 et les produits de substitution qu'en 1994 –, le sida continue à faucher massivement. « On a perdu cinq ans. Ce fut une hécatombe », accuse le docteur Ménard.

Hécatombe. Le mot revient dans tous les propos de ceux qui ont suivi ces années noires. Combien de toxicomanes sont morts du sida dans les cités ? Sans comptabilisation officielle, le phénomène est ignoré durant plusieurs années. On ne peut le mesurer qu'avec les chiffres épars recueillis par des médecins isolés ou les rares associations de prévention dans les quartiers. « Jusqu'en 2000, c'est la première cause de mortalité dans mon cabinet des Francs-Moisins », témoigne M. Mesnard. Michel Kokoreff, professeur de sociologie à Paris-VIII, relate des témoignages recueillis dans les Hauts-de-Seine, à Asnières, Bagneux, Gennevilliers ou Nanterre : « Dans certaines cités, il n'y a alors pas une famille qui n'ait été touchée par la mort, soit par overdose, soit par le sida, soit par suicide. Tous ces morts ont liés à la drogue. »

**A**Orly (Val-de-Marne), une étude réalisée à la demande de la ville dénombre 210 usagers d'héroïne en 1986 ; la moitié sont décédés dix ans plus tard. L'hôpital Delafontaine, le grand établissement du nord de Paris, recense, lui, dix décès en 1988. Trois ans plus tard, il en compte 300... « On a connu cinq années d'horreur pendant lesquelles 80 % de nos patients sont morts », se souvient le docteur Denis Mechali, alors praticien hospitalier.

Mais il n'y a rien dans les rapports des autorités sanitaires. « Les premières enquêtes ethnologiques de la Direction générale de la santé ont mis en évidence l'importance du partage de seringue dans la propaga-

tion de la maladie mais, pour ces populations reléguées, on n'a pas fait grand-chose », admet Marie Jauffret-Roustide, chercheuse à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), après être passée par l'Institut national de veille sanitaire (InVS). A ses yeux, l'absence de relais dans les médias et auprès des politiques – à la différence des associations telles Aides et Act Up pour les homosexuels – a beaucoup joué en défaveur des jeunes de banlieue. Reda Sadki, qui a longtemps animé le Comité des familles, partage ce constat amer : « Il faut attendre 2001 pour voir les premières affiches de campagne de prévention du sida mettant en scène un Noir ou un Arabe. »

Farida Ben Mohamed est une rescapée. Probablement parce qu'elle n'a touché à l'héroïne que cinq ans plus tard que Nasser : séropositive, elle a bénéficié de la trithérapie. Cette fille d'ouvrier marocain raconte que sa vie a basculé un soir d'octobre 1980, lorsque son frère a été tué par un policier lors d'un contrôle d'identité. Alcool, shit, héroïne, errance dans sa cité des Flamants, dans les quartiers nord de Marseille, vols à l'étalage, recel de drogue, incarcération aux Baumettes... Tout y passe.

C'est en 1993 qu'elle apprend sa séropositivité, lors d'un passage à l'hôpital pour une banale entorse. Depuis six ans, elle est déclarée invalide. « J'ai vu partir tous ceux de ma génération, note-t-elle. S'il n'y avait pas eu mes parents qui faisaient les bars pour me ramener, je ne serais plus là. » Aujourd'hui, les programmes de prévention sont généralisés, mais la drogue est devenue un chantier industriel dans certaines cités. « Il ne faut pas laisser les jeunes sombrer comme on a fait avec nous. » Un grand corps amaigri, des yeux qui mangent un visage creusé, des pommettes saillantes : son corps parle pour elle auprès des jeunes de la cité des Flamants. ■